UE, Gouvernement Mondial… c’est la fin de l’humanité et de l’Humanité : décryptage !

écrit par Raoul Girodet | 1 novembre 2021

LA COMMISSION DE BRUXELLES EST PILOTÉE PAR LES MULTINATIONALES ET GANGRENÉE PAR LA CORRUPTION.

> **« Approcher l'échelon de base, car c'est là que se rédigent les textes »**
>
> *« Pour chaque secteur, en tant que lobbyiste, vous devez rencontrer régulièrement vingt à trente personnes de la Commission : le fonctionnaire junior, l'administrateur principal, le chef de secteur, le chef d'unité… Vous devez approcher l'échelon de base. C'est là que se rédigent les textes. Vous leur dites : "Ce point est important, car il y a tel type d'intérêt en jeu". Le vrai travail se fait au niveau de la Commission. Le député complètera un vide dans un projet de directive, ou corrigera ce qui ne convient pas. Sur des sujets spécifiques, le parlementaire doit également être convaincu. Nous devons donc le voir et le revoir,* détaille le lobbyiste. *Pour être écouté, nous devons porter un message avec un contenu technique. »*

QU'EN SERAIT-IL D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL ?

Ami lecteur, contrairement à tous les usages établis, je commencerai mon article par la conclusion.
Je me rends compte que, pour être rigoureuse et irréfutable, ma démonstration est un peu lassante et je crains que que vous n'ayez pas le courage d'aller jusqu'au bout.
Si toutefois vous doutiez de mes affirmations, vous aurez tout loisir d'approfondir et de découvrir les preuves que j'apporte à mes dires.

Alors quelle conclusion en tirer ?

La première, immédiate, est qu'il faut détruire totalement les structures existant à Bruxelles. Les fondations sont malsaines, le ver est dans le fruit, tout est profondément vérolé, rien n'est récupérable.
Les élites de Bruxelles sont un écosystème mêlant des politiques absentéistes, des fonctionnaires corrompus, des multinationales déterminées utilisant les services d'hommes d'influence corrupteurs et des relais d'opinions complices.

La seconde, sur le plus long terme, est qu'il faut en tirer les leçons.
On se rend compte qu'inéluctablement, plus les acteurs sont loin du peuple, plus ils s'en isolent, moins ils en comprennent les aspirations, et plus ils sont vulnérables à la

corruption.

Les Français, avec leur bon sens, ne s'y trompent pas : 65% font confiance à leur maire, 50% à leurs conseillers départementaux, 35% au gouvernement et 28% à l'Europe… (Le Point du 22/02/2021 et sondage Odoxa cité par Sud-Ouest du 03/7/2019. C'est un peu vieux, mais sans nul doute ça s'est dégradé depuis).

La preuve est donc faite que plus les décideurs sont éloignés du peuple et plus leur nombre est réduit plus la tâche des corrupteurs est facile.

Imaginez alors quel cauchemar serait une gouvernance mondiale !

♦Une caste de fonctionnaires intouchables.
♦Quelques gouvernants corrompus par des multinationales qui seraient en fait les seuls maîtres du monde.
♦Des médias serviles pour maintenir l'édifice et faire taire toute critique, censurer toute opposition. Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux ont déjà bien montré la voie.

Et le Peuple, alors?

Le Peuple! Rien à foutre.

Asservi par une politique de la peur basée sur la nouvelle religion du Climat et de la Pandémie, normé, pucé, abruti au Netflix, uniformisé dans ses modes de vie par la mondialisation, chaussé de Nike, portant l'uniforme Adidas, buveur de Coca-Cola, mangeur de Big Mac, pianotant sur un IPhone.

L'Homme serait réduit à un simple consommateur lobotomisé, soumis à la dictature des marques.

La gouvernance mondiale voulue par nos élites manipulatrices serait l'horreur absolue.

Ses partisans sont aux mieux de doux utopistes un peu sots ou naïfs caressant la chimère d'un monde sans frontières apaisé, au pire des manipulateurs ne cherchant que le profit que leur garantirait un capitalisme triomphateur, copie conforme des régimes communistes.

C'est pourquoi il faut se défendre avec la dernière énergie pour éviter ce scénario-catastrophe.

Je reprends maintenant le développement du raisonnement :

Depuis bien longtemps, de nombreux scandales ont surgi, révélant le degré de corruption régnant à la Commission Européenne.

Aussitôt nés, aussitôt étouffés…
L'ensemble de la presse étant aux mains des eurolâtres, rien de surprenant.

Il faut parfois aller chercher les informations dans la presse non-européenne tant l'omerta est de rigueur.

Philippe de Villiers, ancien député européen a très bien raconté les sollicitations incessantes des lobbies dont il a été témoin.

Il l’a résumé dans une interview :

où il affirme : « *L’Europe de la Commission, l’Europe d’une gouvernance acéphale, dépolitisée, désincarnée, aux mains des lobbies, cette Europe-là ; elle ne nous défend pas, elle ne nous protège pas* ».
Et il explique le pourquoi « *Confier notre destin à des fonctionnaires qui ne sont pas contrôlés démocratiquement et éloignés du peuple, ça ne peut pas marcher* »

Et c’est logique.

Les acteurs en présence sont :
– Les eurodéputés au nombre de 751.
– Les quelque 32.000 fonctionnaires de la Commission
– Les 37.300 lobbyistes à Bruxelles (https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/23/petit-guide-de-lobbyisme-dans-les-arenes-de-l-union-europeenne_5466056_4355770.html)
– Les multinationales (GAFAM, géants de la chimie, de l’industrie pharmaceutique, du pétrole, des cigarettes, de l’agro-alimentaire)

Alors, comment se répartissent les rôles ?

Les multinationales, dont le chiffre d’affaires annuel est souvent supérieur au budget de la plupart des pays (et à celui de l’Union Européenne) ne sont là que pour défendre leurs intérêts avec un unique mobile : le profit. Elles échappent à tout contrôle démocratique.
RFI l’affirme (31/08/2021). :
Dans un rapport sorti ce 31 août, les organisations Corporate Europe Observatory et Lobby Control dénoncent l’influence des Gafam sur les décisions européennes en matière de numérique. Les géants du web – Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft – dépensent des millions d’euros en lobbying auprès des institutions européennes.

Elles rémunèrent sans compter les 11.800 organisations

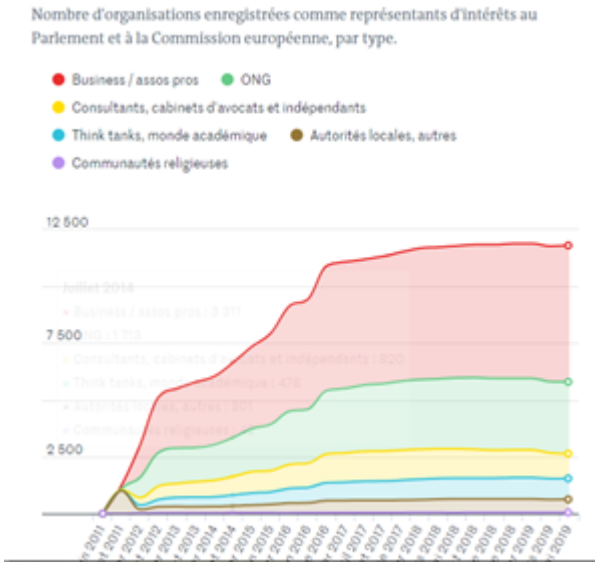
déclarées comme représentantes d'intérêts auprès des décideurs et fonctionnaires de l'Union européenne (UE) autrement dit les lobbies.
Il ne vous aura échappé que le nombre de lobbyistes est supérieur à celui des fonctionnaires.

Les lobbyistes s'emploient par tous les moyens à faire passer les desideratas des multinationales dans les textes qui seront finalement votés.
Leur stratégie est claire :

« Approcher l'échelon de base, car c'est là que se rédigent les textes »

« Pour chaque secteur, en tant que lobbyiste, vous devez rencontrer régulièrement vingt à trente personnes de la Commission : le fonctionnaire junior, l'administrateur principal, le chef de secteur, le chef d'unité... Vous devez approcher l'échelon de base. C'est là que se rédigent les textes. Vous leur dites : "Ce point est important, car il y a tel type d'intérêt en jeu". Le vrai travail se fait au niveau de la Commission. Le député complètera un vide dans un projet de directive, ou corrigera ce qui ne convient pas. Sur des sujets spécifiques, le parlementaire doit également être convaincu. Nous devons donc le voir et le revoir, détaille le lobbyiste. *Pour être écouté, nous devons porter un message avec un contenu technique. »*

Ceci est parfaitement immoral, car les fonctionnaires sont submergés par cet assaut incessant de sollicitation et le rapport de force est en leur défaveur.



On voit comment leur nombre a explosé.
Un rapport interne de la Commission révèle que 73% du temps de

travail des fonctionnaires est passé en rendez-vous avec des lobbyistes.

Le fonctionnaire : finalement, il est content. Il se fait flatter, inviter dans les restaurants les plus prestigieux, reçoit des présents et au bout du compte n'a plus rien à faire : le lobbyiste lui fournit le texte qu'il est censé rédiger ! La plupart du temps ça passe totalement inaperçu, malgré des bavures occasionnelles :

https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/pesticides/glyphosate-le-rapport-d-une-agence-europeenne-copie-de-celui-de-monsanto_2373604.html
Glyphosate : une agence européenne a copié-collé un rapport de Monsanto.
C'est une affaire très délicate pour une instance européenne. Une centaine de pages du rapport de l'Agence européenne de sécurité des aliments (Efsa) sur le glyphosate, un herbicide controversé, semblent être une copie de la demande de ré-autorisation déposée par le groupe américain Monsanto, rapportent vendredi 15 septembre La Stampa (en italien) et The Guardian (en anglais).

Ce genre d'incidents est rarissime, car le système est parfaitement rôdé, la mécanique merveilleusement huilée et les fuites jalousement surveillées.

Et tout le monde est satisfait.

La multinationale car elle obtient ce qu'elle veut.
Le lobbyiste qui s'engraisse.
Le fonctionnaire qui n'a plus rien à faire sauf la sieste après ses agapes dans les restaurants étoilés.
L'eurodéputé qui présente un magnifique dossier car rédigé par les meilleurs spécialistes, même s'il n'en comprend pas un traître mot. Il peut ainsi justifier de sa prébende.
On pourra voir ou revoir l'excellent documentaire de Thomas Meier montrant quelle est la vraie motivation du député :

https://gloria.tv/video/BBygdFtpGFds3h7CVDVvpek7u
Pour ceux qui n'en auraient pas le temps, voici ce qu'en dit Wikipédia :
Le journaliste affirme que les députés, en usant de cette pratique abusive, et en additionnant le salaire et les autres indemnités, pourraient ainsi augmenter leur revenu à 14 000 euros par mois, soit un salaire plus élevé que celui de la Chancelière Angela Merkel1. Ces éléments ne correspondent pas aux chiffres réels disponibles sur le site du Parlement européen, et sont par ailleurs présentés de manière volontairement biaisée.
Dans la suite du reportage, le reporter affirme tenter d'interroger les députés présents sur ces abus. Il leur demande s'ils viennent se faire enregistrer. On assiste alors à des comportements ridicules : certains députés s'enfuient dans les couloirs, dans l'ascenseur, ou cachent leurs visages1. Une députée menace le journaliste de poursuites et d'autres l'agressent physiquement avec leurs mains. Les rares députés qui acceptent de parler déclarent avoir travaillé de nuit, ce qui est vraisemblable, s'agissant du dernier jour de session.
Finalement, le reporter est expulsé par le service de sécurité, et cela de façon illégale selon lui, étant habilité avec sa carte de presse à tourner dans le bâtiment.

Et le peuple dans tout ça, me direz-vous ?

Bof, le peuple ? Quelle blague ! On s'en fout. Et il est si loin…

Comme je le disais, ceci est immoral au plus haut point, mais hélas parfaitement légal.

La Commission, un peu gênée quand même, a tenté d'y mettre de l'ordre en demandant que les lobbyistes soient déclarés et accrédités, que leurs rencontre avec les députés déclarées, et que les eurodéputés déclarent les cadeaux dont ils bénéficient.

Vœu pieux ! La RTBF (radio-télé belge) a écrit :

Un code de conduite encadre les contacts de ces lobbys avec les politiques et les fonctionnaires européens. Des règles qui ont été renforcées l'an dernier dans les institutions européennes, à la Commission et au Parlement. Les institutions sont-elles pour autant devenues transparentes ?
Un rapport de l'ONG « Transparency International » (un lobby… sur le travail de lobbying) au sujet du Parlement européen montre qu'il reste du chemin à faire.
63% des députés européens ne déclarent pas leurs rencontres
https://www.rtbf.be/info/monde/detail_rencontres-lobbyistes-et-deputes-europeens-le-lent-chemin-vers-la-transparence?id=10534706

Quant aux cadeaux, c'est encore plus clownesque :
Les cadeaux reçus sont censés être consignés dans un registre public. Pourtant, celui de la 8e législature (2014-2019) ne fait mention que de 74 déclarations : seuls 15 eurodéputés sur 751 ont rempli le registre, (…). Plus étonnant encore, trois cadeaux seulement ont été renseignés depuis 2018. Et pour le tableau de la 7e législature (2009-2014) : 15 cadeaux inscrits par sept eurodéputés.
https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/les-eurodeputes-declarent-ils-les-cadeaux-que-leur-offrent-les-lobbies_3764809.html

La revue juridique « Le Petit Juriste » expose très clairement le flou des frontières entre le lobbying, le trafic d'influence et la corruption pour conclure :

Mais quand les membres d'un lobby vont jusqu'à écrire un texte de loi, ne sont-ils pas en train de se favoriser ? Or, si un avantage leur est octroyé, c'est sans doute au détriment d'autres. C'est tout d'abord au détriment de la démocratie : pourquoi élire une assemblée qui a pour rôle de légiférer, si le texte est confectionné par un groupe que l'on n'aurait pas élu pour cela ? Cet acteur économique est forcément privilégié car peut s'offrir les services de personnes puissantes, au

détriment d'acteurs minoritaires. L'intérêt particulier prime alors sur l'intérêt général. (…)
Les réponses sont en conséquence inadaptées à la puissance d'un lobby, et il n'est pas possible de voir la limite entre le lobbying et le trafic d'influence. Il est évident que cette limite est à tracer par les autorités publiques, qui doivent, encadrer cette pratique, afin que les abus tombent sous le coup de la qualification de trafic d'influence. Demander aux représentants des groupes d'intérêts d'être sur un registre ou d'utiliser un badge pour pénétrer au sein de l'Assemblée nationale n'arrêtera pas les influences. Ces comportements sont cachés et sont nuisibles. Nuisibles à l'égalité et aux libertés fondamentales, mais tout simplement à l'économie et au monde des affaires, si on considère que la concurrence et l'égalité sont des valeurs essentielles à l'intérêt général *sont en conséquence inadaptées à la puissance d'un lobby, et il n'est pas possible de voir la limite entre le lobbying et le trafic d'influence. Il est évident que cette limite est à tracer par les autorités publiques, qui doivent, encadrer cette pratique, afin que les abus tombent sous le coup de la qualification de trafic d'influence. Demander aux représentants des groupes d'intérêts d'être sur un registre ou d'utiliser un badge pour pénétrer au sein de l'Assemblée nationale n'arrêtera pas les influences. Ces comportements sont cachés et sont nuisibles. Nuisibles à l'égalité et aux libertés fondamentales, mais tout simplement à l'économie et au monde des affaires, si on considère que la concurrence et l'égalité sont des valeurs essentielles à l'intérêt général.*

<u>Mais, au-delà de cette partie émergée de l'iceberg, il existe hélas une partie invisible : la corruption.</u>

Transparency International cité par le journal « Les Échos » dit :
« *A ce jour, aucun pays et aucune institution de l'UE ne s'est doté d'un cadre satisfaisant en matière de traçabilité de la décision publique, d'intégrité des échanges et d'équité*

d'accès aux processus de décision publique », déplore l'organisation dans son rapport publié mercredi. « Les pratiques opaques de lobbying constituent un des principaux risques de corruption pour l'Europe », ajoute-t-elle.
https://www.lesechos.fr/amp/258421

Cette pratique remonte à des lustres. Déjà en 1999, un énorme scandale avait éclaté, vite étouffé. Il fallait aller chercher l'info dans les journaux hors UE. Ainsi, l'Orient-Le jour, un quotidien libanais écrivait-il :

« Le président de la Commission européenne Jacques Santer a annoncé la démission collective de la Commission européenne, mise sur la sellette dans les affaires de fraudes par le Comité des Sages. C'est la première fois depuis 1958, date de création de la Commission européenne que cette institution européenne est obligée de démissionner collectivement. Le rapport du Comité des Sages a dénoncé lundi soir «la lourde responsabilité » du collège des 20 commissaires européens, dans son ensemble, dans les affaires de fraudes, l'accusant notamment d'avoir perdu tout contrôle sur l'administration qu'elle est supposée gérer. »

Depuis, une longue liste de scandales a émaillé l'histoire de la Commission, et ça ne fait que croître et embellir.

Bernard Cazeneuve, qu'on peut difficilement qualifier d'europhobe le reconnaît :

Dans :https://www.taurillon.org/un-groupe-de-reflexion-s-attaque-au-fleau-de-la-corruption-au-sein-de-l

Le think-tank du Club des Juristes, présidé par Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre français, constate, dans un rapport publié jeudi 19 novembre 2020, l'ampleur de la corruption à l'échelle de l'Union européenne et propose un paquet de mesures pour faire face à cette problématique.

Le

plus représentatif, du moins par le montant, est le Dalligate (cf. France info 24/10/12 :

EUROPE – Le « Dalligate », du nom de John Dalli, ex-commissaire à la Santé et aux Consommateurs qui a dû démissionner de son poste mardi 16 octobre après des accusations de fraude, agite les hautes sphères de l'Union européenne.
John Dalli est mis en cause dans une enquête de l'Office européen de lutte antifraude pour trafic d'influence. Le dossier est digne d'un polar : un certain Silvio Zammit, homme d'affaires maltais, aurait proposé à Swedish Match, un fabricant de cigares et de tabac à mâcher suédois, de faire pression sur Dalli pour modifier un projet de directive sur le tabac en contrepartie d'une enveloppe de ***60 millions d'euros****.*

Bigre, 60 millions! On ne plaisante plus, là. Ce scandale énorme a été largement tu, voire presque totalement étouffé.

Le Commissaire a démissionné et l'affaire s'est arrêté là, avec un minimum de publicité.

Nul n'avait intérêt à creuser. La Belgique est même allée jusqu'à chercher à entraver l'action de la lutte de l'office anti-fraude en poursuivant ceux qui ont enquêté :

EUROPE

Partage

A Bruxelles, l'affaire Dalli rebondit et éclabousse un haut fonctionnaire

Le parquet fédéral belge soupçonne Giovanni Kessler, patron de l'Office antifraude de l'UE, d'avoir fait écouter illégalement l'ancien commissaire européen John Dalli.

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 11 mars 2016 à 21h08 - Mis à jour le 11 mars 2016 à 20h35 - Lecture 2 min.

Car tout le monde a intérêt à ce que ce beau système continue à fonctionner sans ratés.

Et pour couronner le tout, la vraie corruption se fait après

coup : les multinationales recrutent les hauts-fonctionnaires en rémunérant grassement leurs services passés, tout en continuant à utiliser leur précieux carnet d'adresses et leurs connaissances des rouages.

Le cas le plus tristement célèbre est ce lui de Barroso qui a rejoint Goldman Sachs dès après avoir été deux fois président de l'UE :

La médiatrice de l'Union européenne a demandé jeudi au comité d'éthique de la Commission de réexaminer le dossier de José Manuel Barroso. L'ancien président de la Commission européenne travaille aujourd'hui pour la banque Goldman Sachs et est soupçonné de faire du lobbying auprès de l'UE. (BFMTV 15/03/2018)

Cependant, le cas de Barroso n'est pas isolé, c'est plutôt une règle. Challenge du 19/02/2019 le révèle :

Un sport que les GAFA pratiquent depuis longtemps

La pratique consistant à recruter comme lobbyistes d'anciens députés ou membres de la Commission européenne est un sport abondamment pratiqué à Bruxelles. *Dans la novlangue européenne, plutôt que le terme très français de pantouflage, on parle de « portes tournantes », traduction de l'anglais « revolving doors ».*

Pour Facebook, Google, Amazon ou Apple, cette tactique n'a rien d'exotique ou de nouveau : les GAFA sont déjà champions à Washington, où Google a recruté par moins de 325 anciens hauts fonctionnaires. Ils s'y sont donc mis sans difficulté à Bruxelles, aidés par leurs poches profondes et le pouvoir de fascination exercé par leurs entreprises ultra innovantes et à l'allure cool. Dans cette chasse de têtes, Facebook, la firme

qui « rapproche les gens », excelle. Elle s'adonne joyeusement à la pratique des "portes tournantes", sans même s'en cacher. « Double expérience dans la politique/les gouvernements et l'industrie" recherchée, indique une petite annonce Facebook repérée par l'ONG Corporate Europe Observatory.

Vous voyez bien : le système est pourri jusqu'à la moëlle !

Alors quelle conclusion en tirer ?

Ami lecteur, je vous renvoie au début de l'article et vous remercie de l'effort méritoire d'avoir tout lu jusqu'à la fin…